



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NUMERO — 1\$60

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	140\$	"	80\$
A 2.ª série	120\$	"	70\$
A 3.ª série	120\$	"	70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Presidência do Conselho:

Declaração:

Rectifica a forma como foi publicado o Decreto-Lei n.º 41 062, que regula a produção, importação, distribuição e exibição, com fins comerciais, de filmes de formato inferior a 35 mm.

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 41 073:

Aprova, para ser ratificada, a Convenção Fitossanitária para a África ao sul do Sara, assinada em Londres em 29 de Julho de 1954.

selho no *Diário do Governo* n.º 82, 1.ª série, de 10 de Abril corrente, existem as seguintes divergências, que assim se rectificam:

No artigo 10.º, onde se lê:

... que não tenham sido visados pela Comissão de Censura aos Espectáculos.

deve ler-se:

... que não tenham sido visados pela Comissão de Exame e Classificação dos Espectáculos.

No artigo 11.º, onde se lê:

... não visados pela Comissão de Exame e Classificação de Espectáculos ...

deve ler-se:

... não visados pela Comissão de Exame e Classificação dos Espectáculos ...

Secretaria da Presidência do Conselho, 16 de Abril de 1957. — O Secretário da Presidência, *Diogo de Castilbranco de Paiva de Faria Leite Brandão*.

PRESIDÊNCIA DO CONSELHO

Secretaria

Declara-se, para os devidos efeitos, que entre o original, arquivado nesta Secretaria, e o texto do Decreto-Lei n.º 41 062, publicado pela Presidência do Con-

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Políticos e da Administração Interna

Decreto-Lei n.º 41 073

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovada, para ser ratificada, a Convenção Fitossanitária para a África ao sul do Sara, assinada em Londres em 29 de Julho de 1954, cujo texto é o seguinte:

Convention Phyto-Sanitaire pour l'Afrique au Sud du Sahara

Londres, le 29 juillet 1954

Les Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République Française, de la République du Portugal, de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, de l'Union de l'Afrique du Sud et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Considérant que toutes les mesures possibles doivent être prises:

(a) pour empêcher l'introduction de maladies, insectes nuisibles et autres ennemis des végétaux dans les régions de l'Afrique situées au sud du Sahara,

(b) pour les éliminer ou les combattre lorsqu'ils sont présents dans cette région,

(c) pour en empêcher la propagation;

Estimant nécessaire de collaborer pleinement à cette fin avec la Commission de Coopération Technique en Afrique au Sud du Sahara;

Reconnaissant l'utilité de la coopération prévue par la Convention internationale pour la protection des végétaux, signée à Rome le 6 décembre 1951, et la nécessité de coordonner les activités de cette nature;

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1^{er}

La présente convention est applicable à tous les territoires métropolitains des Gouvernements qui y sont parties (ci-après dénommés «Gouvernements participants») situés en Afrique au sud du Sahara et aux autres territoires situés dans cette même région, dont les relations internationales sont assurées par l'un des Gouvernements participants.

Commission permanente

ARTICLE 2

(a) Il est créé une commission permanente dénommée «Commission Inter-africaine Phyto-sanitaire» (ci-après désignée par le terme «Commission»); chacun des Gouvernements participants est représenté à la Commission et dispose d'une voix.

(b) La Commission fixe son règlement intérieur à la majorité des voix.

(c) La Commission recherche tous renseignements et recommande toutes mesures de nature à réaliser l'objet de la présente convention.

(d) La Commission se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'elle y sera invitée par deux des Gouvernements participants.

(e) Toute proposition ayant recueilli au moins les deux tiers des suffrages des Gouvernements participants est réputée adoptée. Les suffrages s'expriment soit lors de la réunion de la Commission, soit par écrit lorsqu'ils concernent une proposition soumise aux Gouvernements participants en dehors d'une réunion de la Commission.

ARTICLE 3

La Commission nomme un Secrétaire Scientifique dont les attributions sont les suivantes:

(a) Assurer la liaison entre la Commission, les Gouvernements participants et la Commission de Coopération Technique en Afrique au Sud du Sahara;

(b) Préparer un rapport annuel sur ses activités personnelles en matière scientifique, administrative et financière, et sur le travail de la Commission; soumettre ce rapport à la Commission pour approbation et l'adresser une fois approuvé aux Gouvernements participants et au Secrétariat de la Commission de Coopération Technique en Afrique au Sud du Sahara;

(c) Transmettre à la Commission toutes observations reçues au sujet du rapport annuel;

(d) Représenter la Commission au Comité permanent d'information créé par l'Article 9 ci-après et à toute réunion internationale à laquelle la Commission juge utile sa participation.

Mesures de protection

ARTICLE 4

Chaque Gouvernement participant s'engage à exercer au minimum les contrôles que la Commission estime nécessaires pour l'importation de végétaux et il prend à cet effet les mesures législatives ou réglementaires appropriées.

ARTICLE 5

Chaque Gouvernement participant prend toutes mesures de quarantaine, de contrôle ou d'inspection et, d'une manière générale, toutes mesures jugées nécessaires par la Commission à l'égard des végétaux, frag-

ments de végétaux, semences ou matériel d'emballage (y compris les récipients) dont elle aura déclaré l'importation dans les régions définies à l'Article 1^{er} ci-dessus dangereuse pour l'agriculture.

ARTICLE 6

Chaque Gouvernement participant interdit l'importation de tous végétaux, fragments de végétaux, semences ou matériel d'emballage (y compris les récipients) dont la Commission souhaite l'interdiction dans les régions définies à l'Article 1^{er} ci-dessus pendant une période donnée.

ARTICLE 7

Chaque Gouvernement participant prend toutes mesures utiles pour lutter efficacement contre les maladies, insectes nuisibles et autres ennemis des végétaux qui constituent ou sont susceptibles de constituer de l'avis de la Commission un danger grave pour les territoires situés dans les régions définies à l'Article 1^{er} ci-dessus.

ARTICLE 8

Toutefois, aucune disposition des articles qui précèdent ne s'oppose à ce qu'un Gouvernement participant importe dans les régions définies à l'article 1^{er} ci-dessus à des fins scientifiques, sans en référer au préalable aux autres Gouvernements participants, de faibles quantités de végétaux, fragments de végétaux, ou semences en observant cependant les précautions adéquates. Chaque Gouvernement participant néanmoins informe la Commission de toute importation de cette nature, normalement proibée, et la Commission en informe à son tour les autres Gouvernements participants.

Comité permanent d'information

ARTICLE 9

(a) Il est créé à Londres un Comité permanent d'information composé des Directeurs de l'Institut d'Entomologie du Commonwealth et de l'Institut de Mycologie du Commonwealth ainsi que du Secrétaire Scientifique de la Commission nommé conformément à l'Article 3 ci-dessus, lequel exerce également les fonctions de Secrétaire du Comité.

(b) Le Comité permanent d'information joue le rôle d'intermédiaire entre les Instituts visés au paragraphe (a) ci-dessus et la Commission pour la transmission des renseignements relatifs au type, à la nature et au degré de développement des maladies, insectes nuisibles et autres ennemis des végétaux à l'intérieur et à l'extérieur des régions définies dans l'Article 1^{er} ci-dessus; il fournit en outre à la Commission les renseignements dont celle-ci a besoin.

(c) Les membres du Comité permanent d'information en cette qualité et aux fins de la présente Convention pourront correspondre directement pour les questions scientifiques avec les spécialistes intéressés des régions définies à l'Article 1^{er} ci-dessus.

(d) L'accès des Instituts visés au paragraphe (a) du présent article est ouvert au Secrétaire Scientifique de la Commission; celui-ci rend compte à la Commission, aux termes d'un accord à intervenir entre le Conseil Exécutif des Bureaux de l'Agriculture du Commonwealth et la Commission, des travaux intéressant la présente Convention poursuivis dans ces Instituts.

(e) Le Comité permanent d'information s'efforce d'organiser un échange d'informations avec le Service Mondial de Renseignements sur les maladies et insectes

nuisibles aux végétaux, service qui sera créé conformément aux dispositions de l'Article VII de la Convention internationale pour la protection des végétaux, précédemment mentionnée.

Dispositions financières

ARTICLE 10

(a) Chaque Gouvernement participant contribue aux frais du Secrétariat de la Commission et aux frais des travaux entrepris par les Instituts visés à l'Article 9 ci-dessus aux termes de l'accord à intervenir entre le Conseil Exécutif des Bureaux de l'Agriculture du Commonwealth et la Commission.

(b) Le montant total des frais annuels, à la charge des Gouvernements participants, est fixé à cinq mille livres sterling jusqu'à nouvelle décision de ceux-ci. Le Gouvernement de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland et tout Gouvernement qui accédera à la présente Convention en vertu de l'Article 11 ci-après fournira une contribution égale à la moitié de celle de chacun des autres Gouvernements participants; les contributions de ces derniers sont identiques.

(c) Le versement des contributions se fait à Londres au compte de la Commission. Le premier versement est effectué dans le mois qui suit la date d'entrée en vigueur de la présente Convention par ceux des Gouvernements qui ont déposé leurs instruments de ratification à cette date ou antérieurement, et dans le mois qui suit la date du dépôt de l'instrument de ratification ou de la notification d'adhésion par les Gouvernements qui ratifieront la présente Convention ou y accèderont postérieurement à sa mise en vigueur. Par la suite les versements sont effectués chaque année à la même date.

Dispositions diverses

ARTICLE 11

Dès que la présente Convention sera entrée en vigueur conformément à l'Article 12 (b) ci-après, tout Gouvernement non signataire peut adhérer à celle-ci, soit pour son territoire métropolitain soit pour le ou les territoires situés en Afrique au sud du Sahara dont il assure les relations internationales. Cette adhésion est communiquée au Gouvernement du Royaume-Uni par notification écrite. Le Gouvernement du Royaume-Uni informe les autres Gouvernements parties à cette Convention des adhésions qui lui sont communiquées. La présente Convention sera applicable à tout territoire visé dans la notification d'adhésion à dater de la réception de cette notification par le Gouvernement du Royaume-Uni.

ARTICLE 12

(a) La présente Convention sera ratifiée par les Gouvernements signataires et les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume-Uni qui notifie aux autres Gouvernements signataires la date du dépôt de chaque instrument de ratification et la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément au paragraphe (b) ci-après.

(b) La présente Convention entrera en vigueur au jour du dépôt du quatrième instrument de ratification;

à l'égard de tout Gouvernement signataire qui ratifiera ultérieurement à ce jour, elle entrera en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification.

ARTICLE 13

(a) La présente Convention peut être dénoncée par chaque Gouvernement participant à l'expiration d'un délai d'un an après la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation est faite au Gouvernement du Royaume-Uni par notification écrite; elle prend effet à l'expiration d'un délai d'un an après la date de réception de la notification par ce Gouvernement.

(b) Le Gouvernement du Royaume-Uni informera les autres Gouvernements participants de toute dénonciation et de la date à laquelle il en aura reçu notification.

ARTICLE 14

La Commission sera dissoute dans l'éventualité d'une dénonciation de la présente Convention conformément à l'Article 13 ci-dessus par la moitié au moins des Gouvernements participants. Dans cette hypothèse, les Archives de la Commission seront remises à l'Institut d'Entomologie du Commonwealth et les fonds seront répartis au pro rata de leur contribution entre les Gouvernements participants qui, ayant versé toutes les contributions dues par eux en vertu de l'Article 10 (b) ci-dessus, seront restés parties à la présente Convention.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Londres, le 29 juillet 1954, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Gouvernement du Royaume-Uni, lequel délivrera des copies certifiées conformes à tous les autres Gouvernements signataires ou adhérents.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

Marquis du Parc Locmaria.

Pour le Gouvernement de la République Française:

R. Massigli.

Pour le Gouvernement de la République du Portugal:

Pedro Theotónio Pereira.

Pour le Gouvernement de la Fédération de la République de la Rhodésie et du Nyassaland:

G. M. Rennie.

Pour le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud:

C. H. Torrance.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Selwyn Lloyd.

Phyto-Sanitary Convention for Africa South of the Sahara

London, July 29, 1954

The Government of the Kingdom of Belgium, the French Republic, the Republic of Portugal, the Federation of Rhodesia and Nyasaland, the Union of South Africa and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

Considering that all possible steps should be taken:

(a) to prevent the introduction of diseases, insect pests and other enemies of plants into any part of Africa south of the Sahara;

(b) to eradicate or control them in so far as they are present in the area;

(c) and to prevent their spread;

Having regard to the need for full co-operation to this end with the Commission for Technical Co-operation in Africa South of the Sahara;

Recognising the usefulness of the co-operation provided for in the International Plant Protection Convention signed at Rome on December 6, 1951¹, and the need for the co-ordination of activities in this field;

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

The present Convention shall apply to any metropolitan territories of the Governments party to the present Convention (hereinafter referred to as «Participating Governments») which are situated in Africa to the south of the Sahara and to the other territories within that area for whose International Plant Protection Convention signed at Rome on December 6, 1951.

Permanent commission

ARTICLE 2

(a) There shall be set up a permanent commission (hereinafter referred to as «the Commission»), to be known as the Inter-African Phyto-Sanitary Commission on which each of the Participating Governments shall be represented and shall exercise one vote.

(b) The Commission shall determine its own procedure by a majority vote.

(c) The Commission shall seek such information and shall recommend such action as will lead to the fulfilment of the objects of the present Convention.

(d) The Commission shall meet at least once a year at other times when requested so to do by any two of the Participating Governments.

(e) Any proposal supported by the votes of not less than two-thirds of the Participating Governments shall be deemed to be carried. Such votes shall be given at a meeting of the Commission or shall be communicated in writing when a proposal has been submitted to the Participating Governments other than at a meeting.

ARTICLE 3

The Commission shall appoint a Scientific Secretary whose duties shall be as follows:

(a) To ensure liaison between the Commission, the Participating Governments, and the Commission for Technical Co-operation in Africa South of the Sahara;

(b) To prepare an annual report on the work of the Commission, and on his scientific, administrative and financial activities; to submit this report to the Commission for its approval; and to send copies of the approved report to Participating Governments, and the Secretariat of the Commission for Technical Co-operation in Africa South of the Sahara;

(c) To transmit to the Commission any observation received on the annual report;

(d) To represent the Commission on the Permanent Committee of Information established under Article 9 of the present Convention and at any international meetings at which the Commission deems his presence desirable.

Measures of protection

ARTICLE 4

Each Participating Government shall undertake to exercise at least such control of plant imports as the Commission shall consider to be necessary, and shall take such legislative or administrative measures as may be required for this purpose.

ARTICLE 5

Each Participating Government shall take such measures of quarantine, certification or inspection, or such other measures as may be considered necessary by the Commission in respect of any plants, plant material, seed or packing material (including containers) the importation of which has been considered by the Commission to constitute a threat to agriculture in any part of the area defined in Article 1 of the present Convention.

ARTICLE 6

Each Participating Government shall prohibit, for such period of time as the Commission may propose, the importation of any plant, plant material, seed or packing material (including containers) which the Commission has considered shall be refused admittance into the area defined in Article 1 of the present Convention.

ARTICLE 7

Each Participating Government shall take such action as may be desirable to deal effectively with diseases, insect pests and other enemies of plants which the Commission considers have become, or are likely to become, a serious danger in territories within the area defined in Article 1 of the present Convention.

ARTICLE 8

Nothing in the foregoing Articles of the present Convention shall prevent any Participating Governments from importing into the area defined in Article 1 of the present Convention, under adequate safeguards and for scientific purposes, small quantities of plants, plant material or seeds without prior reference to the other Participating Governments. Participating Governments shall however inform the Commission of each importation of otherwise prohibited plants, plant material or seeds which is made, and the Commission shall so inform all other Participating Governments.

¹ «Treaty Series N.º 16 (1954)», Cmd. 9077.

Permanent Committee of Information

ARTICLE 9

(a) There shall be established in London a Permanent Committee of Information which shall consist of the Directors of the Commonwealth Institute of Entomology and the Commonwealth Mycological Institute and of the Scientific Secretary of the Commission appointed under Article 3 of the present Convention, who shall also act as Secretary of the Committee.

(b) The Permanent Committee of Information shall act as an intermediary between the Institutes referred to in paragraph (a) of this Article and the Commission for the transmission of relevant information regarding the type, nature and extent of diseases, insect pests and other enemies of plants inside and outside the area defined in Article 1 of the present Convention and shall supply the Commission with such information as it may require.

(c) Members of the Permanent Committee of Information may, in that capacity and for the ends of the present Convention, correspond directly on scientific subjects with the specialists of the territories defined in Article 1 of the present Convention.

(d) The Scientific Secretary of the Commission shall have access to the Institutes referred to in paragraph (a) of this Article and, pursuant to an agreement to be concluded between the Executive Council of the Commonwealth Agricultural Bureaux and the Commission, shall report to the Commission on the work carried on in those Institutes in relation to this Convention.

(e) The Permanent Committee of Information shall endeavour to arrange for the exchange of information with the World Reporting Service on plant diseases and pests which is to be established in accordance with the provisions of Article VII of the aforesaid International Plant Protection Convention.

Finance

ARTICLE 10

(a) Each Participating Government shall contribute towards the cost of the Secretariat of the Commission and towards the cost of the work carried out by the Institutes referred to in Article 9 of the present Convention pursuant to the agreement to be concluded between the Executive Council of the Commonwealth Agricultural Bureaux and the Commission.

(b) The total annual cost, which shall be contributed by the Participating Governments, is fixed at £ 5,000 until such time as they otherwise agree. The Government of the Federation of Rhodesia and Nyasaland and any Government which accedes to this Convention under Article 11 shall contribute one-half of the amount contributed by each of the other Participating Governments which shall contribute in equal parts.

(c) Payment shall be made to the account of the Commission in London. The first payment shall be made within one month of the date of entry into force of the present Convention by those Governments which have, at that date, already deposited their instruments of ratification and within one month of the date of the deposit of the instrument of ratification or notification of accession by those Governments which subsequently ratify or accede to the Convention. Subsequent payments shall be made on the corresponding date in each succeeding year.

Miscellaneous provisions

ARTICLE 11

Any Government which is not a signatory to the present Convention may at any time after the Convention has entered into force in accordance with paragraph (b) of Article 12 accede thereto in respect of its metropolitan territory or any territory or territories for whose international relations it is responsible, situated in Africa to the south of the Sahara, by means of a notification in writing to the Government of the United Kingdom. The Government of the United Kingdom shall inform the other Governments party to the present Convention of each accession notified to them and the Convention shall apply to the territory or territories named in the notification from the date of its receipt by the Government of the United Kingdom.

ARTICLE 12

(a) The present Convention shall be ratified by the signatory Governments, and the instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Government of the United Kingdom, which shall notify the other signatory Governments of the date of deposit of each instrument of ratification and of the date on which the present Convention enters into force in accordance with paragraph (b) of this Article.

(b) The present Convention shall enter into force on the date of deposit of the fourth instrument of ratification. In respect of any signatory Government ratifying subsequently the Convention shall enter into force on the date of the deposit of its instrument of ratification.

ARTICLE 13

(a) This Convention may be denounced by any Participating Government after the expiration of one year from the date of its entry into force in respect of that Government by a notification in writing addressed to the Government of the United Kingdom. The denunciation shall take effect one year after the date of the receipt of the notification by the Government of the United Kingdom.

(b) The Government of the United Kingdom shall inform the other Participating Governments of each such denunciation and of the date of the receipt thereof.

ARTICLE 14

If at any time at least half of the Participating Governments have denounced this Convention in accordance with Article 13 of the present Convention, the Commission shall be dissolved, the records shall be lodged at the Commonwealth Institute of Entomology, and the funds shall be divided pro rata according to their annual contributions between such remaining Participating Governments as have made all annual contributions due under Article 10 (b) of the present Convention.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Convention.

Done at London the 29th day of July, 1954, in the English and French languages, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the United Kingdom by whom certified copies shall be

transmitted to all the other signatory and acceding Governments.

For the Government of the Kingdom of Belgium:
Marquis du Parc Locmaria.

For the Government of the French Republic:
R. Massigli.

For the Government of the Republic of Portugal:
Pedro Theotónio Pereira.

For the Government of the Federation of Rhodesia and Nyasaland:

G. M. Rennie.

For the Government of the Union of South Africa:
C. H. Torrance.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
Selwyn Lloyd.

Convenção Fitossanitária para a África ao sul do Sara

Londres, 29 de Julho de 1954

Os Governos do Reino da Bélgica, da República Francesa, da República Portuguesa, da Federação da Rodésia e da Niassalândia e do Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte:

Considerando necessário que sejam tomadas todas as medidas possíveis no sentido de:

(a) Impedir a introdução de doenças, insectos nocivos e outros inimigos dos vegetais nas regiões da África situadas ao sul do Sara;

(b) Eliminar ou combater esses males logo que apareçam na região;

(c) Impedir a propagação dos mesmos;

Julgando necessário para esses fins colaborar intimamente com a Comissão de Cooperação Técnica em África ao sul do Sara;

Reconhecendo a utilidade da cooperação prevista pela Convenção internacional para a protecção dos vegetais, assinada em Roma em 6 de Dezembro de 1951, assim como a necessidade de coordenar as actividades desta natureza;

Acordaram no seguinte:

ARTIGO 1.º

A presente convenção é aplicável a todos os territórios metropolitanos dos Governos que nela participam (a seguir designados por «Governos participantes») situados na África ao sul do Sara e aos outros territórios situados nessa mesma região cujas relações internacionais sejam asseguradas por um dos Governos participantes.

Comissão permanente

ARTIGO 2.º

(a) É criada uma comissão permanente denominada «Comissão Interafricana Fitossanitária» (a seguir designada por «a Comissão»), na qual todos os Governos participantes estarão representados, cada um dispondo de um voto.

(b) A Comissão estabelecerá o seu regulamento interno por maioria de votos.

(c) A Comissão procurará obter todas as informações e recomendará todas as medidas conducentes à realização dos objectivos da presente Convenção.

(d) A Comissão reunirá, pelo menos, uma vez por ano, e sempre que for convidada a fazê-lo por dois dos Governos participantes.

(e) Todas as propostas que obtenham, pelo menos, dois terços dos votos dos Governos participantes serão adoptadas. As votações são feitas ou durante as reuniões da Comissão ou por escrito, quando respeitarem a uma proposta submetida, fora delas, aos Governos participantes.

ARTIGO 3.º

A Comissão nomeará um secretário científico, cujas atribuições são as seguintes:

(a) Assegurar a ligação entre a Comissão, os Governos participantes e a Comissão de Cooperação Técnica em África ao sul do Sara;

(b) Preparar um relatório anual das suas actividades pessoais em matéria científica, administrativa e financeira edo trabalho da Comissão; submeter esse relatório à Comissão para aprovação e, uma vez aprovado, remetê-lo aos Governos participantes e ao Secretariado da Comissão de Cooperação Técnica em África ao sul do Sara;

(c) Transmitir à Comissão todas as observações recebidas acerca do relatório anual;

(d) Representar a Comissão no comité permanente de informação criado pelo artigo 9.º e em qualquer outra reunião internacional na qual a Comissão julgue útil a sua participação.

Medidas de protecção

ARTIGO 4.º

Cada um dos Governos participantes compromete-se a exercer, pelo menos, os *contrôles* que a Comissão considerar necessários para a importação dos vegetais e a tomar todas as medidas legislativas ou regulamentares apropriadas a esse fim.

ARTIGO 5.º

Cada Governo participante tomará as medidas de quarentena, de *contrôle* e de inspecção e, de um modo geral, todas as que a Comissão julgar necessárias quanto às plantas e partes de plantas, sementes ou material de embalagem (incluindo os recipientes) cuja importação nas regiões indicadas no artigo 1.º a mesma Comissão considere perigosa para a agricultura.

ARTIGO 6.º

Cada Governo participante proibirá a importação de todas as plantas, partes de plantas, sementes ou material de embalagem (incluindo os recipientes) que a Comissão considere conveniente interditar, durante determinado período, nas regiões definidas no artigo 1.º

ARTIGO 7.º

Cada Governo participante deverá tomar todas as medidas necessárias para lutar eficazmente contra as doenças, insectos nocivos e outros inimigos dos vegetais que, na opinião da Comissão, constituam ou possam vir a constituir perigo grave para os territórios situados nas regiões definidas no artigo 1.º

ARTIGO 8.º

Nenhuma das disposições dos artigos precedentes obstará, todavia, a que um Governo participante possa importar nas regiões definidas no artigo 1.º, para fins científicos e sem prévio aviso aos outros Governos participantes, pequenas quantidades de vegetais, fragmentos de vegetais ou sementes, desde que tome as precauções adequadas. Esse Governo terá, contudo, de comunicar à Comissão qualquer importação dessa natureza, normalmente proibida, e a Comissão, por sua vez, informará do facto os outros Governos participantes.

«Comité» permanente de informação

ARTIGO 9.º

(a) Criar-se-á em Londres um *comité* permanente de informação, constituído pelos directores do Instituto de Entomologia da Comunidade Britânica e do Instituto de Micologia da Comunidade Britânica e pelo secretário científico da Comissão, nomeado nos termos do artigo 3.º, desempenhando este último o cargo de secretário do *comité*;

(b) O *comité* permanente de informação agirá como intermediário entre os Institutos indicados no parágrafo (a) deste artigo e a Comissão, para a transmissão das informações relativas ao tipo, natureza e grau de desenvolvimento das doenças, insectos e outros inimigos dos vegetais dentro e fora das regiões referidas no artigo 1.º;

(c) Os membros do *comité* permanente de informação, nessa qualidade e para os fins da presente Convenção, poder-se-ão corresponder directamente, acerca de questões científicas, com os especialistas das regiões definidas no artigo 1.º;

(d) O secretário científico da Comissão terá acesso aos Institutos referidos no parágrafo (a) do presente artigo e dará conta à Comissão, nos termos de um acordo a estabelecer entre o Conselho Executivo das Repartições de Agricultura da Comunidade Britânica e a Comissão, dos trabalhos em curso nestes Institutos que interessem à presente Convenção.

(e) O *comité* permanente de informação procurará organizar um intercâmbio de informações com o Serviço Mundial de Informações sobre as doenças e insectos nocivos aos vegetais, serviço este que será criado de acordo com as disposições do artigo VII da Convenção internacional para a protecção dos vegetais, atrás mencionada.

Disposições financeiras

ARTIGO 10.º

(a) Cada um dos Governos participantes contribuirá para as despesas do Secretariado da Comissão e para os encargos com os trabalhos empreendidos pelos Institutos referidos no artigo 9.º, nos termos de acordo a estabelecer entre o Conselho Executivo das Repartições de Agricultura da Comunidade Britânica e a Comissão.

(b) A importância total das despesas anuais a custear pelos Governos participantes é fixada em cinco mil libras esterlinas, até nova decisão por parte destes. O Governo da Federação da Rodésia e Niassalândia e qualquer outro Governo que venha a aderir à Convenção em virtude do disposto no artigo 11.º contribuirão com uma importância igual a metade da que corresponde a cada um dos Governos participantes; as contribuições destes últimos serão idênticas.

(c) A entrega das contribuições far-se-á em Londres, para conta da Comissão. O primeiro pagamento efectuar-se-á no mês imediato ao da entrada em vigor da presente Convenção por parte daqueles Governos que depositarem os seus instrumentos de ratificação naquela data ou anteriormente, e no mês seguinte ao da data do depósito dos instrumentos de ratificação ou da notificação de adesão pelos Governos que ratificarem a presente Convenção ou que a ela adiram posteriormente à sua entrada em vigor. As anuidades seguintes serão pagas todos os anos na mesma data.

Disposições diversas

ARTIGO 11.º

Após a entrada em vigor da presente Convenção e em conformidade com o artigo 12.º, qualquer Governo não signatário poderá a ela aderir, quer em relação ao seu território metropolitano, quer a um ou mais territórios situados na África ao sul do Sara cujas relações internacionais esteja a seu cargo assegurar. Esta adesão deverá ser comunicada ao Governo do Reino Unido por meio de uma notificação escrita. O Governo do Reino Unido informará os outros Governos participantes desta Convenção das adesões que lhe forem comunicadas. A presente Convenção será aplicável a todos os territórios referidos na notificação de adesão, a partir da data em que o Governo do Reino Unido tenha recebido esta notificação.

ARTIGO 12.º

(a) A presente Convenção será ratificada pelos Governos signatários, e os instrumentos de ratificação depositados junto do Governo do Reino Unido, o qual, por sua vez, notificará os outros Governos signatários da data do depósito de cada um dos instrumentos de ratificação e da data em que a presente Convenção entrará em vigor, de acordo com o disposto no parágrafo (b) deste artigo.

(b) A presente Convenção entrará em vigor no dia em que for depositado o quarto instrumento de ratificação; para os Governos signatários que a ratificarem posteriormente, entrará em vigor na data do depósito do respectivo instrumento de ratificação.

ARTIGO 13.º

(a) A presente Convenção poderá ser denunciada por qualquer Governo participante no fim do prazo de um ano, a contar da data de entrada em vigor da mesma em relação a esse Governo. A denúncia terá de ser participada ao Governo do Reino Unido, por notificação escrita, e terá efeito ao fim do prazo de um ano, a contar da data da recepção da notificação por este Governo.

(b) O Governo do Reino Unido informará os outros Governos participantes de todas as denúncias e das datas em que tiver recebido as respectivas notificações.

ARTIGO 14.º

A Comissão será dissolvida na eventualidade de a presente Convenção ter sido denunciada, conforme o estabelecido no artigo 13.º, por parte de, pelo menos, metade do número total dos Governos participantes. Nesta hipótese, os arquivos da Comissão serão entregues ao Instituto de Entomologia da Comunidade Britânica, e os fundos existentes serão repartidos, proporcionalmente às suas contribuições, pelos Governos participantes que, tendo entregue todas as contribuições pelos mesmos devidas em virtude do estabelecido no artigo 10.º (b), continuarem ligados à presente Convenção.

Em testemunho do que, os abaixo assinados, devidamente autorizados pelos seus respectivos Governos, firmaram a presente Convenção.

Feita em Londres aos 29 de Julho de 1954, nas línguas francesa e inglesa, ambos os textos fazendo fé, num só exemplar que será depositado junto do Governo do Reino Unido, o qual entregará cópias autênticas a todos os outros Governos signatários ou aderentes.

Pelo Governo do Reino da Bélgica:

Marquis du Parc Locmaria.

Pelo Governo da República Francesa:

R. Massigli.

Pelo Governo da República Portuguesa:

Pedro Theotónio Pereira.

Pelo Governo da Federação da Rodésia e Niassalândia:

G. M. Rennie.

Pelo Governo da União da África do Sul:

C. H. Torrance.

Pelo Governo do Reino Unido e da Irlanda do Norte:

Selwyn Lloyd.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 16 de Abril de 1957. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — António de Oliveira Salazar — Marcello Caetano — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — João de Matos Antunes Varela — António Manuel Pinto Barbosa — Américo Deus Rodrigues Thomaz — Paulo Arsénio Viríssimo Cunha — Eduardo de Arantes e Oliveira — Raul Jorge Rodrigues Ventura — Francisco de Paula Leite Pinto — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — Henrique Veiga de Macedo.

Para ser presente à Assembleia Nacional.

Para ser publicado no *Boletim Oficial* da Guiné, S. Tomé e Príncipe, Angola e Moçambique. — *R. Ventura.*